

WALLONIE 2024-2029

UN BUDGET D'ALCHIMISTES

Olivier BONFOND

Économiste

Chargé d'Études IRW CGSP

LE BUDGET DU GOUVERNEMENT MR-ENGAGÉS

On a affaire à des alchimistes, qui veulent transformer des pierres en or. Vraiment. S'ils veulent arriver à faire ce qu'ils disent, c'est-à-dire à ramener le déficit à 0 %, tout en réduisant les recettes, ils vont devoir attaquer massivement les services publics et les dépenses publiques, qui sont des dépenses utiles, socialement utiles, d'investissements, etc. Ce n'est même pas une erreur politique, c'est presque, d'un point de vue économique, c'est presque criminel. C'est sûr que ça ne va pas marcher.

Ajoutez à cela que, admettons, même si ça marchait, même si, admettons que ces politiques donnaient des résultats, ça ne donne aucune perspective intéressante. Je veux dire, les gouvernements belge et wallon pour l'instant, qu'est-ce qu'ils disent ? Ils disent on a une dette, on a un déficit trop élevé. Et donc, pour rassurer les marchés financiers, on doit diminuer les dépenses. Pour gagner quoi ? 1 %, 2 %, 3 % de dette ? On va passer de 106 à 103 %, on va diminuer le déficit de 12 à 13 milliards. Mais et le pouvoir d'achat dans tout ça ? Et la relance de l'activité ? Et l'amélioration de la situation des professeurs et des infirmiers ? Et la transition en matière de mobilité ? Et la transition énergétique ? Où sont les perspectives qui disent qu'on va avancer dans une direction qui améliore réellement la vie des gens ?

ALORS, QUE FAIRE ?

Il faut admettre qu'il faut sortir de cette logique qu'on dépense trop. Il faut, je pense, commencer par affirmer le contraire. L'État doit dépenser plus, les dépenses publiques doivent augmenter. Ça, pour moi, c'est vraiment un préalable indispensable. Et donc là, il faut avoir un plan de mesures fiscales qui vise à augmenter fortement les recettes publiques, sans toucher évidemment les petits indépendants, les petits salariés de la classe moyenne, etc. Et donc là, il y a un paquet de mesures : la lutte contre la fraude fiscale, minimum 10 milliards d'euros ; un impôt sur la fortune, quelques milliards ; une taxe sur les super profits, qui ont été gigantesques ces dernières années, notamment dus à la

crise énergétique, plusieurs milliards; une taxe sur les gigantesques profits réalisés par les banques ... Il y aura encore d'autres mesures.

Ça veut dire qu'un plan de mesures fiscales pourrait rapporter très facilement entre 10 et 20 milliards de plus par an.

Et donc, quand on écoute les gouvernements actuels, qui nous disent qu'ils vont devoir trouver 5 milliards, 6 milliards cette année, 5 milliards, 6 milliards l'année prochaine, et qu'ils vont mettre en place des mesures pour aller grappiller sur le bien-être des citoyens, en remboursant un peu moins un médicament, en payant un peu moins une allocation familiale ou sociale, etc. C'est complètement scandaleux, parce que de l'argent, il y en a plein. Mais donc il faut évidemment une volonté politique très forte qui se mette en œuvre. Mais c'est tout à fait possible de le faire.